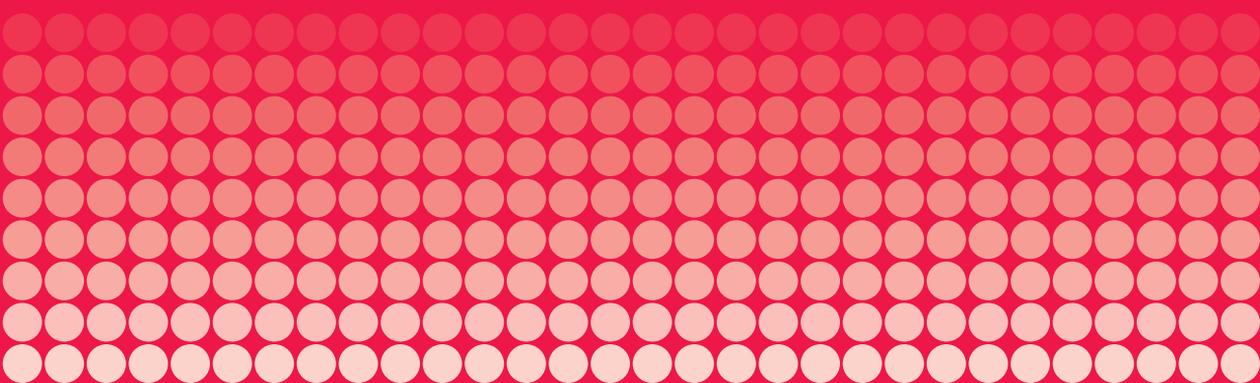


SIPRI YEARBOOK 2009

Armaments,
Disarmament and
International
Security

Résumé en français



STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE

L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) est un institut indépendant de recherche sur la paix et les conflits qui porte une attention particulière aux problématiques liées au contrôle des armements et au désarmement. Le SIPRI a été créé en 1966 afin de commémorer 150 ans de paix continue en Suède.



STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE

Signalistgatan 9
SE-169 70 Solna, Sweden
Telephone: +46 8 655 97 00
Fax: +46 8 655 97 33
Email: sipri@sipri.org
Internet: www.sipri.org

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

Dirigé par Pascal Boniface, depuis sa création en 1990, l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) est un centre de recherche indépendant sur les questions internationales et stratégiques et se veut un lieu de dialogue et de réflexion entre tous ceux qui composent la communauté stratégique : spécialistes venus d'horizons professionnels et philosophiques différents, responsables politiques, hauts fonctionnaires, industriels, militaires, experts et universitaires.

Ses travaux de recherche poursuivent autant des objectifs scientifiques – à travers les publications de ses chercheurs dans des revues ou ouvrages spécialisés – qu'opérationnels, l'IRIS étant consulté tant par les ministères et les parlementaires que par les grandes entreprises et les médias français et étrangers. L'Institut compte actuellement une trentaine de collaborateurs, permanents ou occasionnels, spécialistes de zones géographiques ou de sujets stratégiques transversaux.

Au-delà des publications individuelles de ses chercheurs, l'IRIS publie l'*Année stratégique*, et la revue trimestrielle *La Revue internationale et stratégique*.



Institut de Relations Internationales et Stratégiques
2 bis, rue Mercoeur
75011 Paris
France
Tél. : +33 (0) 1 53 27 60 60
Fax : +33 (0) 1 53 27 60 70
Email : contact@iris-france.org
URL: <http://www.iris-france.org>

© SIPRI 2009

LE SIPRI YEARBOOK

Le SIPRI Yearbook a été publié pour la première fois en 1969 et en est à sa 40^{ème} édition. Le *SIPRI Yearbook 2009* contient une combinaison de données originales dans des domaines tels les dépenses militaires, les transferts d'armes internationaux, la production d'armements, les forces nucléaires, les conflits armés majeurs et les opérations multilatérales de maintien de la paix, et d'analyses sur les aspects importants du contrôle des armements, de la paix et de la sécurité internationales. Le Yearbook est écrit par des chercheurs du SIPRI et des experts externes.

Ce résumé présente le contenu du *SIPRI Yearbook 2009* et fournit des exemples de données et informations dans ses appendices et ses annexes.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. Sécurité internationale, armements et désarmement en 2008	2
Première partie : sécurité et conflits, 2008	
1. Déplacements massifs de population causés par des conflits et violence unilatérale	3
2. Tendances des conflits armés : violence unilatérale contre les civils	4
3. La légitimité des opérations de maintien de la paix	6
4. Sécurité et politique en Afghanistan : progrès, problèmes et perspectives	8
Seconde partie : dépenses militaires et armements, 2008	
5. Dépenses militaires	10
6. Production d'armements	12
7. Transferts d'armes internationaux	14
8. Forces nucléaires mondiales	16
Troisième partie : contrôle des armements et désarmement, 2008	
9. Contrôle des armements nucléaires et non prolifération	17
10. Réduire les menaces à la sécurité des matériaux chimiques et biologiques	18
11. Contrôle des armes classiques	19
12. Contrôles des transferts internationaux liés à la sécurité	20
Annexes	22

Ce fascicule a été traduit de l'anglais par Barthélémy Courmont et Bastien Nivet, chercheur et chercheur associé à l'IRIS.



INTRODUCTION. SECURITE INTERNATIONALE, ARMEMENTS ET DESARMEMENT EN 2008

BATES GILL

L'année 2008 a connu des menaces grandissantes sur la sécurité, la stabilité et la paix dans pratiquement tous les endroits du globe. Au total, 16 conflits armés majeurs ont fait rage, et nombre d'entre eux se sont intensifiés en 2008. La violence délibérée des belligérants envers les civils s'est révélée être un phénomène effroyablement courant et de plus en plus fréquent. Les conflits en Irak et Afghanistan se sont poursuivis, avec des améliorations modérées de la situation sécuritaire dans ce dernier et une dégradation dans le premier.

L'année a aussi connu des évolutions prometteuses. Parmi les (probablement trop) fortes attentes suscitées par l'élection de Barack Obama au poste de président des États-Unis se distinguent notamment les espoirs de voir la sortie d'Irak réussir, la situation en Afghanistan se stabiliser et la façon dont les États-Unis agissent au sein de la communauté internationale changer. Il est aussi hautement espéré de voir Barack Obama chercher à reconstruire la relation transatlantique, établir des relations productives avec la Russie, renouer avec le monde musulman et consacrer davantage de temps et d'énergie à l'amélioration de la situation sécuritaire en Afghanistan, au Moyen-Orient et au Pakistan, et à l'amélioration des relations avec l'Iran.

Se tournant vers le futur, le SIPRI Yearbook 2009 met en évidence à quel point cette tâche sera difficile. La fragmentation de la violence dans les États faibles du monde en voie de

développement semble être un phénomène promis à durer, donc à engendrer encore de longues souffrances aux civils et à provoquer davantage d'instabilités régionales. La situation sécuritaire en Afghanistan va probablement se détériorer avant que le développement et la stabilité attendus de longue date ne soient atteints, la situation sécuritaire au Pakistan voisin – peut-être un souci plus important à terme pour la sécurité régionale et globale – empirant elle aussi.

Russie et États-Unis pourraient être capables d'améliorer rapidement leurs relations dans l'année à venir, y compris par des coopérations en matière de contrôle des armements et de non-prolifération. Une Conférence de révision du TNP réussie en 2010 – et des progrès en matière de désarmement et de contrôles accrus des proliférants potentiels – est néanmoins très incertaine, même si des efforts de premier plan sont faits pour assurer de tels progrès. Des attaques orchestrées par des acteurs non-étatiques avec armes chimiques, biologiques radiologiques ou nucléaires demeurent une perspective menaçante.

Ces défis et d'autres pourraient être exacerbés par les effets de la crise financière internationale dans la mesure où des pays clés peinent à faire preuve de la volonté économique et politique nécessaire pour répondre collectivement aux problèmes de sécurité globaux et régionaux.



1. DEPLACEMENTS MASSIFS DE POPULATION CAUSES PAR DES CONFLITS ET VIOLENCE UNILATERALE

ROBERTA COHEN ET FRANCIS M. DENG

Le déplacement en masse de populations, à l'intérieur ou entre des pays, est devenu une caractéristique essentielle du monde post-Guerre froide. C'est aussi un aspect majeur de l'insécurité humaine. Les causes sous-jacentes des déplacements massifs sont les conflits liés au pouvoir, aux richesses et aux ressources.

Le besoin de protection internationale des personnes déplacées à l'intérieur des pays a été l'un des facteurs qui ont provoqué un changement intellectuel et politique au niveau mondial vis-à-vis de la responsabilité étatique. Au fil des deux dernières décennies, le système centré sur l'État, dans lequel la souveraineté était absolue, a évolué vers un système où le comportement des États envers leurs citoyens est devenu objet d'attention et de surveillance internationales. Le mouvement des droits de l'homme a depuis longtemps affirmé que les droits des populations transcendent les frontières et que la communauté internationale doit contraindre un gouvernement à rendre des comptes s'il manque à ses obligations. L'augmentation des déploiements de missions humanitaires ou de maintien de la paix reflète cette nouvelle réalité, de même que les efforts de prévention ou de construction de la paix.

La souveraineté comme responsabilité et la responsabilité de protéger (Responsibility to Protect, R2P) restent des concepts dont les dimensions dépassent largement celles de l'empressement et de la capacité

internationale à les mettre en œuvre.

L'incapacité des États à assurer la protection de leurs propres citoyens ne provoque le plus souvent qu'une faible réaction internationale. Il est crucial qu'ONU, gouvernements concernés, organismes régionaux et société civile (a) aident au développement des capacités étatiques et (b) poussent au développement des outils nécessaires à une action volontaire de la communauté internationale lorsque des mesures de persuasion échouent et que les populations restent menacées de violences et de tragédies humanitaires.

Des accords de paix récents ont inclus des dispositions pour le retour, la réinstallation et la réintégration des déracinés. Inclure les personnes déplacées à l'intérieur des pays et les réfugiés de retour dans les discussions peut permettre d'éviter des violences, de prévenir des abus et des exploitations continus, de renforcer la confiance et de favoriser la reprise économique locale.

Les gouvernements doivent assumer leurs responsabilités envers les personnes déplacées, et la Commission de consolidation de la paix de l'ONU doit travailler plus activement avec ces derniers afin d'assurer des retours sûrs et durables, d'éviter la marginalisation de différents groupes et de s'attaquer aux causes profondes des conflits en corrigeant les injustices passées.



2. TENDANCES DES CONFLITS ARMÉS : VIOLENCE UNILATÉRALE CONTRE LES CIVILS

EKATERINA STEPANOVA

CONFLITS ARMÉS MAJEURS, 2008

En 2008, on comptait 16 conflits armés majeurs dans 15 endroits du monde, 2 de plus qu'en 2007.

	Localisation des conflits
<i>Afrique</i>	Burundi‡
	Somalie↓
	Soudan‡
<i>Amériques</i>	Colombie↓
	Pérou↑
	États-Unis*↑
<i>Asie</i>	Afghanistan*↓
	Inde (Cachemire)↓
	Birmanie (État de Karen)↓
	Pakistan‡
	Philippines↑
	Philippines (Mindanao)↑
<i>Moyen-Orient</i>	Sri Lanka (« Îlam Tamoul »)↑
	Irak↓
	Israël (Territoires palestiniens)↑
	Turquie (Kurdistan)*↑

Pour un conflit territorial, le territoire disputé figure entre parenthèses après le nom du pays. Tous les autres conflits sont gouvernementaux.

* Les combats de ces conflits ont aussi eu lieu dans d'autres lieux.

↑ Augmentation du nombre de victimes liées aux combats par rapport à 2007.

↓ Baisse du nombre de victimes liées aux combats par rapport à 2007.

‡ Conflits inactifs ou non définis comme « majeurs » en 2007.

Tous ces conflits sont intra-étatiques : pour la cinquième année consécutive, aucun conflit interétatique majeur n'était actif en 2008. Des troupes étrangères ont néanmoins aidé une des parties au conflit dans quatre conflits : États-Unis, Afghanistan, Irak, Somalie.

A la différence de la violence au combat qui peut blesser des civils de façon indéterminée, la violence unilatérale s'exerce, dans la plupart des cas, de manière directe et intentionnelle sur des civils au cours de conflits armés. Bien que l'intentionnalité de la violence et la distinction entre violence indiscriminée et violence unilatérale puissent être difficiles à établir, les données montrent une augmentation significative de la violence unilatérale depuis le début des années 1990. Le nombre de conflits armés a par contraste diminué durant cette période.

L'échelle, les motivations et le type de responsables des massacres, attaques terroristes ou autres actes de violence unilatérale sont variables selon les conflits de 2008. Les cas de la Somalie et du Sri Lanka confirment le modèle dominant de manifestation de la violence unilatérale dans les conflits armés : une violence constante, quasi-routinière, qui sans tourner aux atrocités massives est perpétrée par tous les acteurs armés, forces gouvernementales, acteurs non-étatiques et autres. Même lorsque les victimes ne dépassent pas quelques centaines, comme en Ossétie du Sud, une combinaison d'attaques indiscriminées par les gouvernements et d'incidents de violence unilatérale, spécialement par des irréguliers, peut provoquer des déplacements de civils à une échelle disproportionnée.

En revanche, des signes indiquent un renversement de tendance en Colombie. Le modèle de violence unilatérale qui la



caractérisait semble de moins en moins d'actualité.

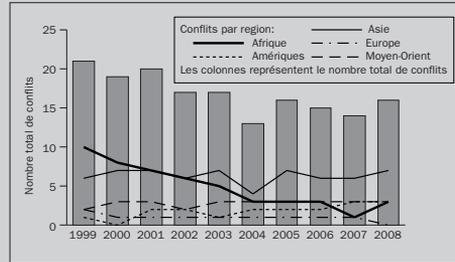
Ces cas montrent que la violence indiscriminée est plus mortelle lorsqu'elle est exercée par des forces gouvernementales. Les décès causés de la sorte ont néanmoins été en déclin relatif au cours de la présente décennie, par rapport aux années 1990. Cette tendance est en partie contredite par :

- le recours croissant à des milices pro-gouvernementales dans les campagnes contre insurrectionnelles étatiques, une forme de délégation de la violence directe et des abus à l'encontre des civils.
- le rôle croissant des rebelles dans l'exercice létal de violences unilatérales sur des civils. Les attaques terroristes, qui sont de plus en plus employées comme une tactique de confrontation asymétrique avec les États, rentrent dans cette catégorie de violence.
- le fait que dans les contextes plus larges de fragmentation de la violence et de diversification des acteurs armés, certaines des pires violences à l'encontre des civils peuvent émaner de groupes locaux, d'irréguliers en armes et de gangs criminels sans agenda politique précis.

Un relatif déclin de la violence unilatérale dans des cas spécifiques n'est pas un effet à court terme des déplacements de masse, mais plus probablement le fruit de l'apparition d'un minimum de fonctionnement de structures locales de gouvernance au bilan en matière de droit de l'homme incertain, que du respect du droit humanitaire international par les parties au conflit.

De 21 en 1999, le nombre total de conflits a diminué au cours de la décennie écoulée. La baisse a cependant été irrégulière, avec des augmentations en 2005 et 2008.

Conflits armés majeurs, 1999–2008



L'INDICE MONDIAL DE LA PAIX 2009

L'indice mondial de la paix (GPI), cherche à déterminer quels attributs culturels et institutions sont associés avec l'état de paix. Il classe 144 pays selon leur état de paix relatif en utilisant 23 indicateurs.

Les États les plus et les moins pacifiques, 2009

Rang	Pays	Score
1	Nouvelle-Zélande	1,202
2	Danemark	1,217
2	Norvège	1,217
4	Islande	1,225
5	Autriche	1,252
140	Soudan	2,922
141	Israël	3,035
142	Somalie	3,257
143	Afghanistan	3,285
144	Irak	3,341

Ces faits et données sont tirés de l'appendice 2A, « Tendances des conflits armés majeurs, 1999–2008 », par Lotta Harbom et Peter Wallensteen, Programme d'Uppsala sur les données des conflits (UCDP), appendice établie à partir de la base de données de l'UCDP <<http://www.ucdp.uu.se/database/>>; et de l'appendice 2B, « Indice mondial de la paix 2009 », par Clyde McConaghy, de l'Institute for Economics and Peace.



3. LA LEGITIMITE DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

SHARON WIHARTA

OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX, 2008

En 2008 comme en 2007, 60 opérations multilatérales de maintien de la paix ont été menées. 187 586 personnes ont été déployées (dont 166 146 militaires et 21 440 civils, policiers compris), soit 11% de plus qu'en 2007 pour établir un nouveau record.

La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan est restée l'opération de la plus grande envergure, avec 51 356 hommes, chiffre en augmentation de 9 600 par rapport à 2007. La MONUC en République démocratique du Congo et la MINUD au Darfour (Soudan) étaient respectivement les deuxième et troisième plus importantes missions.

Opérations de maintien de la paix par région, 2008

	Nombre d'opérations	Personnes déployées
Afrique	19	78 975
Amériques	2	9 621
Asie	10	55 542
Europe	19	26 797
Moyen-Orient	10	16 651
Monde	60	187 586

Fin décembre 2008, 137 pays contribuaient à des opérations de maintien de la paix via la délégation de personnels en uniformes (troupes, observateurs militaires et police civile). 115 d'entre eux fournissaient du personnel militaire, les 10 principaux contributeurs étant, par ordre décroissant, les États-Unis, la France, le Pakistan, le Royaume-Uni, le Bangladesh,

Soixante ans après le lancement de la première opération de maintien de la paix des Nations-Unies, certains craignent que le maintien de la paix ne soit au bord de la crise. Les questions tournant autour de la légitimité de ces opérations contribuent largement à cette inquiétude.

La perception d'un défaut de légitimité peut sérieusement nuire à l'efficacité d'une opération. La légitimité comprend trois éléments interconnectés se renforçant mutuellement : consensus politique, légalité et autorité morale.

- Le consensus politique se réfère à l'existence d'un accord ou d'une reconnaissance de la nécessité ou du bien-fondé d'une opération par les acteurs extérieurs et le gouvernement hôte.
- La légitimité d'une mission est largement perçue comme déterminée par le consensus politique et la légalité internationale.
- Le comportement de ses personnels détermine en grande partie l'autorité morale d'une opération.

La légalité de la mission de l'Union européenne au Kosovo (EULEX), était perçue comme directement liée à l'indépendance disputée du Kosovo. Cette mission atteste de la centralité du consensus politique entourant la légalité et la légitimité d'une opération. A l'inverse, l'expérience de la mission de l'UE au Tchad et en République Centrafricaine (EUFOR Tchad/RCA) montre comment son caractère approprié et son exécution déterminent la légitimité d'un mandat, et comment des compromis



politiques, internationaux ou locaux peuvent y porter atteinte.

Les cas des missions de l'ONU en RDC (MONUC), de l'UA en Somalie et de la mission hybride UA/ONU au Darfour (MINUD), montrent que l'autorité morale d'une opération est cruciale pour assurer sa légitimité locale. Si une opération est perçue comme manquant d'autorité morale, cela peut agir sur la décision de pays d'envoyer du personnel. Les réticences à l'envoi des renforts exigés par la MONUC à la fin de 2008 étaient probablement influencées par les scandales ayant entouré cette mission.

Les besoins pour un maintien de la paix efficace dépassent les disponibilités en ressources, humaines ou autres. En 2008, les 23 missions de l'ONU étaient en déficit de personnel de l'ordre de 22 800.

S'assurer que les missions aient une image politique, légale et morale appropriée devrait être une priorité. La légitimité est désirable sur le principe et fondamentale à la capacité des opérations multilatérales de maintien de la paix et à la promotion d'une paix sûre et durable.

l'Inde, l'Italie, l'Allemagne, le Nigéria et le Rwanda. Les principaux contributeurs asiatiques et africains ont envoyé du personnel militaire exclusivement pour des missions des Nations-Unies (y compris MINUD).

Opérations de maintien de la paix, par organisation, 2008

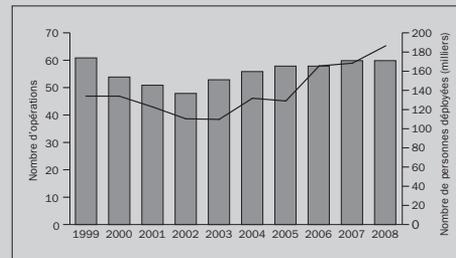
	Nombre d'opérations	Personnes déployées
ONU	23*	98 614
Union africaine	2	3 560
CEEAC	1	504
CEI	3	5349
Union européenne	12	7932
OTAN	3	65 978
OEA	1	40
OSCE	9	461
Coalitions ad hoc	6	5 148
Total	60	187 586

* Y compris MINUD.

Le nombre annuel de missions actives a augmenté sans interruption depuis 2002.

Le nombre de personnes déployées a aussi augmenté depuis 2003.

Opérations de maintien de la paix et personnes déployées, 1999-2008



Barres/gauche : nombre d'opérations; ligne/droite : personnes déployées.

Ces faits et données sont tirés de l'appendice 3A, « Opérations multilatérales de maintien de la paix en 2008 », par Kirsten Soder, et reposent sur la base de données du SIPRI sur les opérations multilatérales de maintien de la paix: <<http://www.sipri.org/databases/pko/>>.



4. SECURITE ET POLITIQUE EN AFGHANISTAN : PROGRES, PROBLEMES ET PERSPECTIVES

TIM FOXLEY

Le débat sur l'avenir de l'Afghanistan se déroule sur fond d'attaques d'insurgés de plus en plus confiants, de progrès économiques et politiques lents et de perceptions négatives du futur du pays. Bien que les efforts et l'engagement des organisations internationales demeurent cruciaux pour l'Afghanistan, leur manque de coordination et de stratégie empêche les progrès et frustre la population et le gouvernement afghans. 2008 aura été marqué par une évolution notable en termes médiatique et analytique en faveur de l'impression que cette guerre est « ingagnable ». Les perspectives de l'Afghanistan à long terme demeurent sombres.

La réévaluation des motivations, objectifs et ressources par la communauté internationale et les États-Unis en particulier est encourageante. Le sentiment de lassitude à l'égard de la guerre et de volonté de compromis de la part de la communauté internationale semble fort. L'optimisme provoqué par l'élection de Barack Obama ne fait que suspendre temporairement le verdict. La nouvelle stratégie ressemble énormément aux anciennes et beaucoup dépendra de la propension de l'administration Obama à agir dans les un à deux ans à venir, avant que des États ne commencent à retirer individuellement leurs troupes.

Le relâchement de l'engagement de la communauté internationale ne passe pas inaperçu aux yeux du gouvernement et du peuple afghans et, plus inquiétant, des insurgés. Dans les deux à trois ans à venir,

les objectifs de « succès » pourraient être redéfinis afin de permettre aux forces internationales de commencer à se retirer. Une déclaration pressée du gouvernement afghan suivie d'un retrait international hâtif risquerait de laisser une situation politique et sécuritaire chaotique.

Malheureusement, le sort de l'Afghanistan dans les années à venir semble reposer sur un équilibre fragile. Les progrès demeureront lents, imparfaits et fragiles. Des facteurs tels qu'assassinats politiques, incident à victimes nombreuses (causés par la FIAS ou des Afghans) ou un renversement des alliances entre chefs de guerre, pourraient individuellement ou ensemble rapidement détruire tout progrès. Il est encourageant que la réflexion de l'administration Obama sur l'Afghanistan se fasse dans une perspective régionale avec pour point d'ancrage le Pakistan, mais il n'est pas anodin de souligner que ce pays fait face à des problèmes encore plus importants.

La seule garantie véritable pour la nouvelle stratégie des États-Unis, reposant sur l'expérience des sept dernières années de la communauté internationale, est que les efforts et évolutions politiques, militaires et de développement futurs en Afghanistan et autour seront plus complexes, prendront plus de temps et seront plus fragiles qu'initialement escompté.



TRADUCTIONS DU SIPRI YEARBOOK

Le *SIPRI Yearbook 2009* sera traduit en :

- Arabe, par le Centre for Arab Unity Studies (CAUS), Beyrouth :
<<http://www.caus.org.lb/>>
- Chinois, par la China Arms Control and Disarmament Association (CACDA), Pékin :
<<http://www.cacda.org.cn/>>
- Russe, par l'Institute of World Economy and International Relations (IMEMO),
Moscou : <<http://www.imemo.ru/>>
- Ukrainien, par l'Ukrainian Centre for Economic and Political Studies (UCEPS,
Razumkov Centre), Kiev: <<http://www.uceps.org/>>

Veuillez contacter ces organisations pour de plus amples détails.

Résumés du SIPRI Yearbook dans d'autres langues

Le résumé anglais du Yearbook est traduit en :

- Catalan, en partenariat avec la Fundacio per la Pau, Barcelone :
<<http://www.fundacioperlapau.org/>>
- Néerlandais, en partenariat avec l'Institut Flamand pour la Paix, Bruxelles :
<<http://www.vlaamsvredeinstituut.eu/>>
- Français, en partenariat avec l'Institut de relations internationales et stratégiques
(IRIS), Paris : <<http://www.iris-france.org/>>
- Allemand, en partenariat avec l'Institut für Friedenspädagogik Tübingen e.V.,
Tübingen : <<http://www.friedenspaedagogik.de/>>
- Japonais, en partenariat avec la Hirsoshima University Library, Hiroshima :
<<http://www.lib.hiroshima-u.ac.jp/>>
- Espagnol, en partenariat avec le Centro de Relaciones Internacionales, Universidad
nacional Autonoma de Mexico : <<http://www.politicas.unam.mx/carreras/ri/>>
- Suédois

De plus amples informations sur le SIPRI Yearbook et ces traductions sont disponibles à
l'adresse : <<http://www.sipri.org/yearbook/>>.



5. DEPENSES MILITAIRES

SAM PERLO-FREEMAN, CATALINA PERDOMO, PETTER STÅLENHEIM ET ELISABETH SKÖNS

DÉPENSES MILITAIRES, 2008

Les données du SIPRI en matière de dépenses militaires reposent sur des informations accessibles dans des sources ouvertes, fournies principalement par des gouvernements. Elles représentent une estimation basse ; le niveau véritable des dépenses militaires est certainement supérieur, en raison de l'omission de pays et/ou objets de dépenses. Les estimations du SIPRI capturent néanmoins la grande majorité des dépenses militaires globales et reflètent avec fidélité les tendances mondiales.

Dépenses militaires, par région, 2008

Région	Dépenses 2008, (milliards de \$)	Augmentation, 1999–2008 (%)
Afrique	20,4	+40
Afrique du Nord	7,8	+94
Afrique subsaharienne	12,6	+19
Amériques	603	+64
Caraïbes
Amérique centrale	4,5	+21
Amérique du Nord	564	+66
Amérique du Sud	34,1	+50
Asie et Océanie	206	+52
Asie centrale
Asie orientale	157	+56
Océanie	16,6	+36
Asie méridionale	30,9	+41
Europe	320	+14
Orientale	43,6	+174
Occidentale/centrale	277	+5
Moyen-Orient	75,6	+56
Total mondial	1226	+45

Pour permettre des comparaisons dans le temps, ces chiffres sont en dollars constants (2005).

Les dépenses militaires mondiales en 2008 étaient estimées à 1464 milliards de dollars. Cela représente une augmentation de 4% en données réelles par rapport à 2007, et de 45% depuis 1999. Ces dépenses représentaient environ 2,4% du PIB mondial en 2008. Toutes les régions et sous-régions du monde ont connu des augmentations significatives depuis 1999 à l'exception de l'Europe occidentale et centrale.

Durant la présidence de George W. Bush, les dépenses militaires américaines ont atteint leur plus haut niveau en données réelles depuis la seconde guerre mondiale, en raison principalement des guerres en Irak et Afghanistan. Cette augmentation a contribué à l'envol des déficits publics américains. Les conflits en Irak et Afghanistan ont essentiellement été financés, en dehors du processus budgétaire traditionnel par des dotations supplémentaires et d'urgences, ainsi que par l'emprunt. L'utilisation de telles dotations extraordinaires a soulevé des questions quant à la transparence et au contrôle parlementaire. Ces conflits continueront d'exiger d'importantes ressources budgétaires dans un futur proche, même dans l'hypothèse d'un retrait anticipé des troupes américaines d'Irak.

En Europe occidentale et centrale, les dépenses sont restées relativement stables en 2008, bien que des membres récents ou futurs de l'OTAN aient significativement augmenté les leurs. En Europe orientale, la Russie a continué à accroître ses



dépenses en 2008 et elle projette de maintenir cette tendance à la hausse en dépit de sérieux problèmes économiques.

Les dépenses ont augmenté globalement partout en Asie. Chine, Inde, Corée du Sud et Taïwan ont représenté l'essentiel de l'augmentation.

Les dépenses de l'Algérie ont augmenté de 18% en données réelles pour s'élever à 5,2 milliards de dollars, budget le plus élevé d'Afrique, qu'expliquent une croissance économique solide et une insurrection grandissante.

En Amérique du sud, le Brésil a continué à augmenter ses dépenses car il cherche à conforter son statut de puissance régionale.

Les dépenses militaires au Moyen-Orient ont légèrement diminué en 2008, bien que cela soit probablement temporaire, de nombreux pays de la région planifiant des achats majeurs. Il y a eu en revanche une augmentation forte en Irak, dont le budget militaire pour 2008 était 133% supérieur à 2007 en données réelles. Alors que l'essentiel du financement des forces de sécurité irakiennes provenait auparavant des États-Unis, le financement national prend progressivement le relais. L'Irak demeure très dépendant des livraisons d'armes des États-Unis, avec de nombreux achats planifiés.

Top 10 des pays aux dépenses militaires les plus élevées en 2008

Rang	Pay	Dépenses (milliards de \$)	Part mondiale (%)
1	États-Unis	607	41,5
2	Chine	[84,9]	[5,8]
3	France	65,7	4,5
4	Royaume-Uni	65,3	4,5
5	Russie	[58,6]	[4,0]
6	Allemagne	46,8	3,2
7	Japon	46,3	3,2
8	Italie	40,6	2,8
9	Arabie Saoudite	38,2	2,6
10	Inde	30,0	2,1
Total mondial		1464	

[] = Estimations du SIPRI. Les dépenses sont en dollars courants.

La Chine se retrouve pour la première fois deuxième du top 10, tandis que la France dépasse légèrement le Royaume-Uni pour se retrouver à la troisième place.

Le SIPRI utilise les taux de change du marché pour convertir les dépenses militaires en dollars, valeur de référence permettant d'établir facilement des comparaisons internationales des dépenses militaires. Une alternative serait de convertir les chiffres en utilisant des taux de change en parité de pouvoir d'achat. Si des taux en parité de pouvoir d'achat reposant sur le PIB étaient utilisés dans le tableau ci-dessus, la Russie remonterait à la troisième place, l'Inde à la quatrième et l'Arabie Saoudite à la sixième, derrière le Royaume-Uni. Les États-Unis seraient toujours loin devant, mais leur prédominance s'amenuiserait.

Ces faits et données sont tirés du chapitre 5 et de l'appendice 5A, « Tableaux des dépenses militaires, 1999-2008 », par Petter Stålenheim, Noel Kelly, Catalina Perdomo, Sam Perlo-Freeman et Elisabeth Sköns, et sont issus de la base de données du SIPRI sur les dépenses militaires: <<http://www.sipri.org/databases/milex/>>.



6. PRODUCTION D'ARMEMENTS

SAM PERLO-FREEMAN

LE TOP 100 DU SIPRI

Le Top 100 du SIPRI classe les plus importants groupes d'armement dans le monde (hors Chine) selon leurs chiffres de ventes d'armes. Les 10 principaux groupes pour 2007 sont listés ci-dessous.

Les 10 principaux groupes d'armement, 2007

Groupe (pays)	Ventes (millions\$)	Profit (millions\$)
1 Boeing	30 480	4 074
2 BAE Systems (RU)	29 850	1 800
3 Lockheed Martin	29 400	3 033
4 Northrop Grumman	24 600	1 803
5 General Dynamics	21 520	2 080
6 Raytheon	19 540	1 474
7 EADS (Eur. Occ.)	13 100	-610
8 L-3 Communications	11 240	756
9 Finmeccanica (Italie)	9 850	713
10 Thales (France)	9 350	1 214

Sauf indication contraire entre parenthèses, les compagnies sont basées aux États-Unis. La colonne profits prend également en compte le chiffre des ventes non-militaires des firmes.

Huit compagnies ont intégré le Top 100 du SIPRI en 2007, dont sept pour la première fois. Cinq compagnies occupent les premières places du Top 100 depuis 2002, seul l'ordre du classement entre elles a changé. Le seul changement du Top 10 depuis 2002 a été le remplacement d'United Technologies par L-3 Communications. C'est un symptôme de la grande continuité prévalant dans la structure de l'industrie d'armement transatlantique ces dernières années.

La production mondiale d'armements a continué d'augmenter en 2007. Les ventes combinées des compagnies du Top 100 ont atteint 347 milliards de dollars, une augmentation nominale de 11% et de 5% en données réelles par rapport à 2006. Depuis 2002, la valeur des ventes du Top 100 a augmenté de 37% en données réelles.

44 compagnies américaines totalisaient 61% des ventes du Top 100 en 2007, tandis que 32 compagnies ouest-européennes en totalisaient 31%. La Russie, le Japon, Israël et l'Inde représentaient l'essentiel du reste.

30 compagnies ont augmenté leurs ventes d'armes de plus de 30%. La plupart entrainait dans l'un de ces trois groupes :

- Fournisseurs de véhicules blindés (en forte demande de la part des États-Unis et d'autres forces étrangères en Afghanistan et Irak) et en particulier producteurs de véhicules blindés résistant aux mines (Mine-Resistant Ambush-Protected, MRAP) ;
- Compagnies britanniques ayant largement étendu leur présence aux États-Unis grâce à des acquisitions ;
- Compagnies fournissant des services militaires délégués, ainsi que compagnies d'électronique militaire.

La présidence américaine de George W. Bush – durant laquelle les dépenses militaires ont beaucoup augmenté – a été une période de continuité dans l'industrie d'armement. Cela faisait suite à une période de rapide consolidation dans les années 1990 et le début des années 2000. Le niveau de concentration dans l'industrie, tel que mesuré par la part des



cing premiers du Top 100 des ventes d'armes, a en effet graduellement diminué depuis 2002.

La crise financière mondiale n'a pas encore eu d'effet sur les revenus, profits et carnets de commande des principaux groupes d'armement, qui ont généralement continué d'augmenter en 2008. Leurs cotations ont cependant chuté à l'image de l'essentiel du marché boursier. Les groupes d'armement pourraient voir la demande se réduire à l'avenir si les gouvernements diminuent leurs niveaux de dépenses militaires en réponse à l'envol des déficits budgétaires. Des compagnies russes ont connu des difficultés financières particulières, et reçoivent une aide gouvernementale.

Les deux principales acquisitions de compagnies d'armement en 2008 ont été celles de la compagnie de Technologie de l'information EDS par Hewlett-Packard pour 13,9 milliards de dollars et de la firme américaine d'électronique de défense DRS par l'italien Finmeccanica. Cette dernière était la première acquisition majeure d'une compagnie américaine par un groupe continental européen. Des groupes britanniques ont aussi réalisé de nombreuses acquisitions américaines. La plupart des groupes britanniques ont désormais une présence significative aux États-Unis, et plusieurs ont davantage de moyens et d'employés aux États-Unis qu'au Royaume-Uni.

Part nationale ou régionale des ventes d'armes pour le Top 100 du SIPRI, 2007

Région/ pays	Nb. de groupes	Ventes d'armes (milliards \$)
États-Unis	44	212,4
Europe de l'Ouest	32	107,6
Russie	7	8,2
Israël	3	5,0
Japon	4	4,8
Inde	3	3,7
Corée du Sud	4	2,9
Singapour	1	1,1
Canada	1	0,6
Australie	1	0,5
Total	100	346,9

Les chiffres pour un pays un ou une région se réfèrent aux ventes d'armes des groupes du Top 100 basés dans ce pays ou cette région, y compris celles de ses filiales étrangères, et ne reflètent donc pas les armes réellement produites dans ces pays ou régions.

ACQUISITIONS DANS L'INDUSTRIE D'ARMEMENT, 2008

Il y a eu quatre acquisitions de compagnies d'armement d'une valeur supérieure à 1 milliard de dollars en 2008, contre sept en 2007.

Les principales acquisitions dans l'industrie d'armement des pays de l'OCDE, 2008

Group acheteur	Compagnie achetée	Valeur de la transaction (millions \$)
Hewlett-Packard	EDS	13 900
Finmeccanica	DRS Technologies	5 200
Candover	Stork	2 160
Dassault Aviation	20.8% de Thales	2 200

Ces faits et données sont tirés du chapitre 6, appendice 6A, « Le Top 100 du SIPRI des groupes d'armement, 2007 », par Sam Perlo-Freeman et le réseau Industrie d'armements du SIPRI, et de l'appendice 6B « Principales acquisitions dans le domaine de l'armement, 2008 », par Sam Perlo-Freeman.

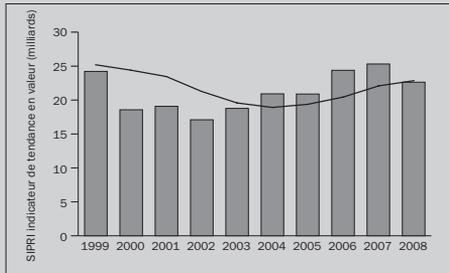


7. TRANSFERTS D'ARMES INTERNATIONAUX

SIEMON T. WEZEMAN, MARK BROMLEY ET PIETER D. WEZEMAN

LES PRINCIPAUX EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS D'ARMES CLASSIQUES

L'évolution des transferts des principales armes classiques, 1999–2008



L'histogramme indique le total annuel et la courbe la moyenne sur cinq ans, placée la dernière année de chaque période de cinq ans.

Les cinq plus gros exportateurs d'armes classiques et leurs principaux clients, 2004–2008

Exportateur	Part des exportations mondiales (%)	Principaux clients et la part des transferts
États-Unis	31	Corée du Sud (15%) Israël (13%) EAU (11%)
Russie	25	Chine (42%) Inde (21%) Algérie (8%)
Allemagne	10	Turquie (15%) Grèce (13%) Afr. du Sud (12%)
France	8	EAU (32%) Singapour (13%) Grèce (12%)
RU	4	États-Unis (21%) Inde (14%) Chili (9%)

Depuis 2005, les ventes d'armes classiques majeures ont augmenté de façon significative. La moyenne annuelle pour 2004–2008 était ainsi supérieure de 21% à celle de 2000–2004.

Les États-Unis et la Russie restent de loin les principaux exportateurs, suivis par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Ensemble, ces cinq pays représentent 79% du volume total des exportations pour 2004–2008. Ils sont les cinq plus gros exportateurs depuis la fin de la Guerre froide, représentant plus des trois quarts des exportations chaque année.

L'Asie, l'Europe et le Moyen-Orient restent les principales régions importatrices pour la période 2004–2008, chacune représentant environ 20% des importations. Les plus gros importateurs pour la période 2004–2008 étaient la Chine, l'Inde, les Émirats Arabes Unis (EAU), la Corée du Sud et la Grèce.

La Chine est un des principaux importateurs d'armes depuis le début des années 1990, et le plus important depuis plusieurs années. La majorité des importations chinoises sont originaires de Russie. Cependant, les ventes de Russie vers la Chine ont fortement baissé en 2007 et 2008. La Chine a utilisé son accès à la technologie russe pour développer ses propres armes, copiant parfois illégalement des composants russes. Les deux pays se sont mis d'accord en 2008 pour respecter les règles de propriété intellectuelle en matière d'équipements militaires.



L'Inde est vue comme étant potentiellement le marché offrant le plus de débouchés en matière d'armement dans les années à venir. La grande majorité des importations d'armes en Inde sont également russes. Selon les commandes en cours, la Russie restera le principal fournisseur de l'Inde. Cependant, les demandes d'acomptes de la Russie et les problèmes de qualité ont terni les relations. Contrairement à la Chine, l'Inde a d'autres options, comme se fournir en France, en Israël ou au Royaume-Uni. Récemment, les relations avec les États-Unis se sont améliorées et deux importantes commandes d'armes américaines de haute technologie ont été signées en 2008.

La guerre opposant le gouvernement sri lankais aux Tigres de libération de l'Îlam Tamoul (Tigres Tamouls) démontre comment même de faibles transferts d'armes et de munitions peuvent avoir un impact négatif important. L'acquisition de quelques systèmes maritimes offrit au gouvernement le moyen de stopper la contrebande d'armes des Tigres Tamouls, et l'importation de stocks de munitions permit de bouleverser l'équilibre militaire en faveur des troupes gouvernementales, provoquant l'un des conflits les plus sanglants de l'année 2008.

Les cinq plus gros importateurs d'armes classiques, 2004-2008

Importateur	Part des importations mondiales (%)	Principal fournisseur et la part des transferts
Chine	11	Russie (92%)
Inde	7	Russie (71%)
EAU	6	États-Unis (54%)
Corée du Sud	6	États-Unis (73%)
Grèce	4	Allemagne (31%)

LA VALEUR FINANCIÈRE DES EXPORTATIONS D'ARMES, 2007

On ne peut proposer une valeur financière précise du commerce des armes à l'échelle internationale. Cependant, en additionnant les données des principaux États exportateurs, il est possible de faire une estimation approximative. La valeur financière estimée des transferts d'armes en 2007 est de 51,1 milliards de dollars, ce qui représente 0,3% du commerce international. Ce chiffre est en-deçà de la réalité car de nombreux importants pays exportateurs, comme la Chine, ne fournissent pas de données financières de leurs exportations d'armes.

Selon des sources nationales, les États-Unis étaient le principal exportateur d'armes en 2007, avec un total de 12,8 milliards de dollars, devant la Russie avec 7,4 milliards de dollars, la France avec 6,2 milliards de dollars, Israël avec 4,4 milliards de dollars et le Royaume-Uni avec 4,1 milliards de dollars.

Ces faits et données sont tirés du chapitre 7, appendice 7A, « Les exportateurs et importateurs des principales armes conventionnelles », du SIPRI Arms Transfers Project, et de l'appendice 7B, « La valeur financière des échanges d'armes », par Mark Bromley, et sont établis à partir de la base de donnée du SIPRI sur les transferts d'armes classiques : <<http://www.sipri.org/databases/armstransfers/>>.



8. FORCES NUCLEAIRES MONDIALES

SHANNON N. KILE, VITALY FEDCHENKO ET HANS M. KRISTENSEN

FORCES NUCLÉAIRES, 2009

Armes nucléaires déployées en janvier 2009

État	Têtes stratégiques	Têtes non stratégiques	Total des têtes déployées
États-Unis	2 202	500	2 702
Russie	2 787	2 047	4 834
RU	160	–	160
France	300	–	300
Chine	186	..	186
Inde	–	–	60–70
Pakistan	–	–	60
Israël	–	–	80
Total			8 392

Tous les chiffres sont approximatifs.

La Corée du Nord a conduit des essais nucléaires en octobre 2006 et en mai 2009, mais on ignore si elle a fabriqué des armes nucléaires.

LES STOCKS MONDIAUX DE MATIÈRES FISSILES, 2008

En 2008, les stocks mondiaux d'uranium hautement enrichi représentaient un total d'environ 1379 tonnes (sans compter les 297 tonnes devant être détruits). Les stocks militaires mondiaux de plutonium séparé représentaient un total d'environ 255 tonnes, et les stocks civils totalisaient 246 tonnes.

Ces éléments et chiffres sont tirés du chapitre 8 et de l'appendice 8A, « Stocks mondiaux de matières fissiles, 2008 », par Alexander Glaser et Zia Mian de l'International Panel on Fissile Materials, Princeton University.

En janvier 2009, huit États possédaient un total de plus de 23 300 armes nucléaires, dont des têtes opérationnelles, en réserve, actives ou inactives, et en cours de démantèlement.

Les cinq puissances nucléaires reconnues par le Traité de non prolifération (TNP) de 1968 – Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie – sont toutes en train de déployer de nouveaux systèmes nucléaires, ou ont annoncé leur intention de le faire à l'avenir. Dans le même temps, la Russie et les États-Unis sont engagés dans un processus de réduction du niveau de leurs forces nucléaires opérationnelles issu de la Guerre froide en vertu du Traité START de 1991 et du Traité SORT de 2002. La Russie et les États-Unis ont également annoncé leur intention de négocier un nouvel accord pouvant conduire à des réductions complémentaires.

L'Inde et le Pakistan, qui avec Israël sont des États nucléaires de facto hors TNP, continuent de développer de nouveaux missiles pouvant transporter des armes nucléaires, et développent leur capacité de production de matières fissiles. Israël semble se tenir aux aguets vis-à-vis du développement du programme nucléaire iranien. La Corée du Nord a visiblement produit suffisamment de plutonium pour fabriquer quelques têtes nucléaires, bien qu'il ne soit pas encore certain qu'elle ait produit une arme opérationnelle.



9. CONTROLE DES ARMEMENTS NUCLEAIRES ET NON PROLIFERATION

SHANNON N. KILE

En 2008, le programme nucléaire iranien a été au cœur d'une controverse internationale. L'Iran a continué à installer des centrifugeuses à gaz dans sa principale usine d'enrichissement d'uranium à Natanz, forçant le Conseil de Sécurité de l'ONU à adopter deux nouvelles résolutions, 1803 et 1835, demandant un arrêt de toute activité d'enrichissement. L'Agence Internationale de L'Energie Atomique (AIEA) a fait des efforts pour enquêter sur la possible dimension militaire du programme nucléaire iranien. L'impasse à laquelle ces efforts semblent aboutir a relancé les doutes sur la capacité de l'AIEA à enquêter dans un pays soupçonné d'activités nucléaires militaires.

L'année s'est terminée avec une impasse dans les pourparlers à Six – Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, États-Unis, Japon et Russie – sur l'adoption d'un plan en plusieurs étapes au terme duquel la Corée du Nord stopperait définitivement ses activités nucléaires en échange de bénéfices économiques et politiques. Un désaccord entre la Corée du Nord et les États-Unis porta sur les mesures de vérification des affirmations nord-coréennes au sujet de son programme de production de plutonium. Il porta sur la question d'autoriser les inspecteurs à visiter des sites ne figurant pas dans la déclaration nord-coréenne, et à utiliser des échantillons pris dans l'environnement et des techniques médico-légales. La controverse s'est poursuivie autour des allégations

américaines et israéliennes selon lesquelles la Corée du Nord a apporté une assistance technique à la Syrie pour construire un réacteur nucléaire illicite.

Parallèlement, la Russie et les États-Unis ont poursuivi leurs discussions préliminaires sur un traité de réduction des armes nucléaires succédant au Traité START de 1991 (qui doit expirer en décembre 2009) et au Traité SORT de 2002. Les deux parties sont en désaccord sur les règles pour limiter le déploiement de têtes nucléaires sur des missiles de longue portée et aéroportées, ainsi que sur le statut des têtes retirées du déploiement opérationnel.

Le retour de l'intérêt pour le désarmement nucléaire s'est confirmé en 2008 avec des déclarations d'anciens responsables de gouvernement britanniques et allemands appelant à un monde sans armes nucléaires. Le retour du désarmement nucléaire comme sujet dans les débats publics a aidé au lancement de nouvelles initiatives par plusieurs gouvernements, parfois en coopération avec des organisations non-gouvernementales, pour promouvoir le désarmement nucléaire.



10. REDUIRE LES MENACES A LA SECURITE DES MATERIAUX CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

JOHN HART ET PETER CLEVESTIG

En 2008, les décideurs politiques ont continué à étendre les mesures de prévention et de réponse aux menaces de guerre chimique et biologique. Plusieurs initiatives et mesures se sont chevauchées pour répondre à ces menaces, dont les tentatives d'identification de celles liées au terrorisme chimique et biologique.

Les membres de la Convention de 1972 sur les armes biologiques et les toxines (CABT) ont organisé en 2007 les deuxièmes rencontres d'experts et de décideurs (sur un total de dix sessions décidé en 2006). La deuxième conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques (CIAC) s'est tenue en 2008, et pour la première fois les États membres ne parvinrent pas à s'accorder par consensus sur un document final.

Le gouvernement américain a annoncé qu'un scientifique de la communauté de défense américaine, Bruce E. Ivins, était responsable des attaques aux lettres contenant de l'anthrax en 2001. Il s'est suicidé peu de temps avant son arrestation, et ses anciens collègues exprimèrent des réserves selon lesquelles il aurait agi seul. Cet exemple illustre l'importance de l'analyse médico-légale dans les enquêtes criminelles.

La tendance en faveur d'une approche plus englobante dans le compte rendu et l'identification des activités des acteurs non-étatiques, en vertu de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU de 2006, se poursuit. Des recommandations stipulent que le Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI)

lutte contre le financement du terrorisme, que la sécurité dans les ports et les aéroports soit renforcée, et que l'Organisation maritime internationale développe un nouveau système à longue portée de localisation et d'identification afin de suivre les navires dans le monde entier.

Les stratégies de prévention de la guerre chimique et biologique incluent la mise en place de mesures nationales, de codes de conduite et de lois sur la sécurité des pathogènes et agents chimiques, ainsi que des mesures de mobilisation et d'information. Un nombre grandissant d'initiatives régionales, d'ateliers et de formations en témoigne.

La CABT et la CIAC se rapprochent d'un statut universel, mais certains États continuent à refuser de les rejoindre. Le nombre grandissant de membres traduit l'attention portée sur la nécessité de mettre en place des législations nationales pour interdire la guerre chimique et biologique afin de lutter contre le terrorisme chimique et biologique. Ces efforts ont été menés en partie sous les auspices de la résolution 1540 du Conseil de Sécurité de l'ONU, de différents plans d'action, des actions de l'UE, des contacts entre gouvernements, ainsi que par le biais de séminaires et d'ateliers portant sur la mise en place de lois interdisant la guerre chimique et biologique.



11. CONTROLE DES ARMES CLASSIQUES

ZDZISLAW LACHOWSKI ET SVENJA POST

Les efforts internationaux en vue de contrôler les « armes inhumaines » ont fait de remarquables progrès en 2008. Le processus d'Oslo, lancé en 2006 afin de lutter contre les bombes à sous-munitions, s'est traduit par l'adoption de la Convention sur les armes à sous-munitions. En dépit des affirmations répétées concernant l'utilité militaire des bombes à sous-munitions et les effets limités de la Convention en raison de la non-participation d'utilisateurs et producteurs majeurs, il est fortement espéré que la Convention contribuera à la condamnation morale et politique des bombes à sous-munitions à un point tel que les États qui n'ont pas joint la Convention seront de moins en moins disposés à utiliser de telles armes.

La situation du contrôle des armes classiques en Europe est restée trouble en 2008. Après la décision de la Russie de suspendre sa participation au Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE) en décembre 2007, le traité est resté en suspens en 2008. Les propositions d'« actions parallèles » des pays occidentaux sont restées sur la table, tandis que la Russie envoyait de vagues signaux sur un traité de sécurité plus large en Europe. Tous les États membres du Traité FCE, à l'exception de la Russie, ont cependant appliqué les directives du traité mais, malgré leur bonne volonté, l'érosion continue du traité risque d'atteindre un point de non retour. D'un autre côté, la crise actuelle impose une réflexion sur la pertinence du Traité FCE face aux

nouvelles réalités de la sécurité en Europe. Un futur régime de contrôle des armes conventionnelles, si nécessaire, devra s'appuyer sur une plus grande coopération en matière de sécurité avec la zone euro-atlantique, coopération qui fait actuellement défaut.

Contrastant avec la triste situation du Traité FCE, la mise en place du contrôle sous-régional des armements dans les Balkans occidentaux s'est poursuivie sans encombre. Les mesures de confiance et de sécurité en Europe visent désormais des régions sélectionnées, tandis que d'autres initiatives du même type demeurent sans succès dans d'autres lieux. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) s'efforce de lutter contre les menaces multidimensionnelles, en particulier celles d'acteurs non-étatiques. L'assistance pratique offerte par les membres de l'OSCE, par le biais de projets sur les armes légères et de petit calibre et sur les munitions conventionnelles, ainsi que la réactualisation et la rationalisation du Code de conduite sur les aspects politico-militaires de la sécurité de 1994, est la clef du renforcement de la sécurité et de la stabilité dans l'OSCE.



12. CONTROLES DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX LIES A LA SECURITE

IAN ANTHONY ET SIBYLLE BAUER

LES EMBARGOS MULTILATERAUX SUR LES ARMES, 2008

27 embargos multilatéraux sur les armes étaient actifs en 2008, visant un total de 15 cibles différentes. 12 d'entre eux étaient imposés par l'ONU et 15 par l'UE.

Pour la deuxième année consécutive, le Conseil de Sécurité de l'ONU n'a pas imposé de nouvel embargo sur les armes. L'embargo sur les armes touchant les forces non-gouvernementales au Rwanda a été levé en 2008 et des amendements ont été apportés sur les embargos de l'ONU touchant la République Démocratique du Congo, l'Iran et la Somalie. L'ONU a renouvelé son embargo sur les armes à destination d'Al-Qaïda, des Talibans et des acteurs associés, de la Côte d'Ivoire, des forces non-gouvernementales en République Démocratique du Congo, de l'Iran, du Liberia et de la Somalie.

Neuf des quinze embargos de l'UE sont de simples applications des embargos de l'ONU. L'UE n'a pas imposé de nouvel embargo en 2008, mais a modifié son embargo touchant la République Démocratique du Congo en raison des changements apportés à l'embargo de l'ONU. Elle a également renouvelé ses embargos sur les armes à destinations de la Côte d'Ivoire, du Myanmar et de l'Ouzbékistan.

En 2008 les embargos sur les armes de l'ONU furent menacés dans les cas de la Géorgie et du Zimbabwe par au moins un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Pour la deuxième fois depuis la

Les États se rencontrent dans divers forums pour discuter des moyens de contrôler efficacement les exportations d'objets pouvant être utilisés dans des armes nucléaires, biologiques et chimiques, et leurs vecteurs. Les principaux régimes de contrôle des exportations sont :

- le Groupe d'Australie (GA)
- le Régime de Contrôle de la Technologie des Missiles (RCTM)
- le Groupe des fournisseurs nucléaire (GFN)
- l'Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations des armes classiques et les biens et technologies à double usage.

En 2008, le GFN a modifié ses mesures de contrôle des matériaux exportés vers l'Inde en revenant sur son accord précédent selon lequel le respect des mesures de l'AIEA doit être une condition préalable indispensable à toute exportation.

De telles décisions et initiatives confirment que le contrôle des exportations se déplace graduellement d'un système basé sur des règles claires à un système dans lequel ces règles sont adaptées aux différentes catégories de pays. Les États membres du GFN les plus puissants croient en la nécessité de renforcer les liens avec l'Inde et les pays disposant d'industrie nucléaire sont convaincus des arguments économiques et environnementaux justifiant une coopération accrue avec l'Inde.

En 2008, l'UE a finalement adopté une version réactualisée et renforcée de son



Code de conduite sur les exportations d'armes de 1998 comme position commune. Cette décision incorpore plusieurs changements importants aux règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires, que les États membres sont contraints d'appliquer au niveau national. Ces changements dans les règles de contrôle des exportations de l'UE en 2008 traduisent la volonté de renforcer le contrôle des exportations en Europe.

Plusieurs initiatives visant à faciliter les procédures dans les échanges de matériaux liés à la défense entre communautés qui se font confiance ont été mises en place ces dernières années. La première concerne le développement de nouvelles règles facilitant les échanges de matériaux liés à la défense à l'intérieur de l'UE. La seconde est la tentative, jusqu'à présent non couronnée de succès, d'appliquer des traités bilatéraux signés entre l'Australie et les États-Unis et entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Ces traités nécessitent la ratification par le Sénat américain avant d'être appliqués.

fin de la Guerre froide seulement, un membre permanent a mis son veto à un projet de résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU proposant un embargo sur les armes : la Chine et la Russie ont utilisé leur veto contre un embargo de l'ONU frappant le Zimbabwe.

Embargos multilatéraux sur les armes actifs en 2008

Embargos de l'ONU

Al-Qaïda, les Talibans et acteurs et entités associés
Côte d'Ivoire
République Démocratique du Congo (FNG)
Iran (technologies liées aux vecteurs des armes nucléaires)
Irak (FNG)
Liban (FNG)
Libéria
Corée du Nord
Rwanda (FNG)
Sierra Leone (FNG)
Somalie
Soudan (Darfour)

Embargos sur les armes de l'UE

Al-Qaïda, les Talibans et acteurs et entités associés
Chine
Côte d'Ivoire
République Démocratique du Congo
Iran
Irak (FNG)
Liban (FNG)
Libéria
Myanmar
Corée du Nord
Sierra Leone (FNG)
Somalie
Soudan
Ouzbékistan
Zimbabwe

FNG : Forces non-gouvernementales

Ces faits et données sont tirés de l'appendice 12A, « Embargos multilatéraux sur les armes », par Paul Holtom et Noel Kelly.



ANNEXES

NENNE BODELL

L'annexe A, « Accords sur le contrôle des armements et le désarmement », contient des résumés des traités, conventions, protocoles et accords multilatéraux et bilatéraux relatifs au contrôle des armements et au désarmement, ainsi que la liste des signataires et des États membres.

L'annexe B, « Organismes internationaux de coopération pour la sécurité », décrit les principales organisations internationales, structures intergouvernementales, structures chargées de l'application des traités et des régimes de contrôle des exportations, dont les objectifs sont la promotion de la sécurité, la stabilité, la paix et le contrôle des armements ; et répertorie leurs membres et participants.

L'annexe C, « Chronologie 2008 », répertorie les principaux événements survenus en 2008 concernant le contrôle des armements, le désarmement, et la sécurité internationale.

Traités en application au 1er janvier 2009

- | | | |
|------|--|--|
| 1925 | Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques (Protocole de Genève) | |
| 1948 | Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide | |
| 1949 | Convention de Genève (IV) relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre | |
| 1959 | Traité sur l'Antarctique | |
| 1963 | Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans | l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires) |
| 1967 | Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes | |
| 1967 | Traité de Tlatelolco visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes | |
| 1968 | Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (Traité de non-prolifération, TNP) | |
| 1971 | Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol | |
| 1972 | Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (CABT) | |
| 1974 | Traité relatif à la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires (TTBT) | |
| 1976 | Traité relatif aux explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques | |
| 1977 | Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles (Convention ENMOD) | |
| 1977 | Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève du 12 août | |



- 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux
- 1980 Convention sur la protection physique du matériel nucléaire
- 1981 Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Convention sur certaines armes classiques, CCAC)
- 1985 Traité de Rarotonga sur la zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud
- 1987 Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée
- 1990 Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE)
- 1991 Traité START I (Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs)
- 1992 Traité sur le régime 'Ciel ouvert'
- 1993 Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction (CIAC)
- 1995 Traité de Bangkok créant des zones exemptes d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est
- 1996 Accord sur la limitation des armements au niveau sous-régional (Accord de Florence)
- 1997 Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicite d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes
- 1997 Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines anti-personnel et sur leur destruction
- 1999 Convention interaméricaine sur la transparence de l'acquisition des armes classiques
- 1999 Document de Vienne sur les mesures de confiance et de sécurité
- 2002 Traité de désarmement stratégique (SORT)
- 2006 Traité de Semipalatinsk créant des zones dénucléarisées en Asie centrale
- Traités non appliqués au 1er janvier 2009**
- 1972 Traité sur la limitation des systèmes de missiles anti-missile balistiques (ABM)
- 1993 Traité START II (Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs)
- 1996 Traité de Pelindaba créant des zones exemptes d'armes nucléaires en Afrique
- 1996 Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN)
- 1999 Accord sur l'adaptation du traité de 1990 sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE)
- 2006 Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels annexes
- 2008 Convention sur les armes à sous-munitions



PUBLICATIONS RECENTES DU SIPRI

Enforcing European Union Law on Exports of Dual-Use Goods

SIPRI Research Report No. 24

Par Anna Wetter

Oxford University Press, 2009

Prosecuting Conflict-Related Sexual Violence at the International Criminal Court

SIPRI Insights on Peace and Security No. 2009/1

Par Ashley Dallman

SIPRI, mai 2009

Air Transport and Destabilizing Commodity Flows

SIPRI Policy Paper No. 24

Par Hugh Griffiths et Mark Bromley

SIPRI, mai 2009

Chemical and Biochemical Non-lethal Weapons: Political and Technical Aspects

SIPRI Policy Paper No. 23

Par Ronald G. Sutherland

SIPRI, novembre 2008

Transparency in Transfers of Small Arms and Light Weapons: Reports to the United Nations Register of Conventional Arms, 2003–2006

SIPRI Policy Paper No. 22

Par Paul Holtom

SIPRI, juillet 2008

SIPRI Yearbook 2008: Armaments, Disarmament and International Security

Oxford University Press, 2008

Terrorism in Asymmetrical Conflict: Ideological and Structural Aspects

SIPRI Research Report no. 23

Par Ekaterina Stepanova

Oxford University Press, 2008

The Effectiveness of Foreign Military Assets in Natural Disaster Response

Par Sharon Wiharta et al.

SIPRI, 2008

Les informations sur toutes les publications du SIPRI sont sur le <<http://books.sipri.org/>>.



COMMENT COMMANDER

SIPRI Yearbook 2009: Armaments, Disarmament and International Security

Publié par Oxford University Press en juin 2009, au nom du Stockholm International Peace Research Institute

ISBN 978-0-19-956606-8 relié, 594 pages, prix £85/\$150

Le *SIPRI Yearbook 2009* peut être commandé dans plusieurs librairies, la plupart des sites de vente de livres en ligne ou directement auprès d'Oxford University Press.

Commande en ligne

OUP UK: <<http://www.oup.co.uk/>>

OUP USA: <<http://www.oup.com/us/>>

Commande par téléphone

OUP UK: +44 1536-741 017

OUP USA: +1 800-451 7556

Commande par fax

OUP UK: +44 1536-454 518

OUP USA: +1 919-677 1303

Commande par e-mail

OUP UK: book.orders@oup.co.uk

OUP USA: customers@oup-usa.org

Pour plus d'informations : <<http://www.sipri.org/yearbook/>>

SIPRI YEARBOOK 2009

Armaments, Disarmament and International Security

Le SIPRI Yearbook est un résumé d'informations et d'analyses portant sur :

- la sécurité et les conflits
- Les dépenses militaires et l'armement
- La non-prolifération, le contrôle des armements et le désarmement

Ce fascicule est un résumé de la 40^{ème} édition du SIPRI Yearbook, opus qui couvre les évolutions de 2008 concernant:

- les déplacements massifs de population provoqués par des conflits
- l'évolution des conflits armés
- les opérations de maintien de la paix
- le conflit en Afghanistan
- les dépenses militaires
- la production d'armements
- les transferts d'armes internationaux
- les forces nucléaires et les stocks de matières fissiles
- le contrôle des armes nucléaires et la non-prolifération
- le contrôle des matériaux chimiques et biologiques
- le contrôle des armes classiques
- les contrôles des transferts internationaux liés à la sécurité
- les embargos multilatéraux sur les armes

Le SIPRI Yearbook compte également des annexes sur le contrôle des armements, les accords de désarmement, les organisations internationales de sécurité, et une chronologie des événements de 2008 en matière de sécurité et de contrôle des armements.